



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Luc MEISSONNIER, Eric PASTOR, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et Présidents d'EPCI (CMRU) - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lancé en avril 2011, le Club des Maires de la Rénovation Urbaine et des Présidents d'EPCI (CMRU), constitue un lieu d'échanges, de débats et de réflexions entre les maires et Présidents d'EPCI porteuses de conventions ANRU sur les problématiques liées au renouvellement urbain (désenclavement des quartiers, insertion et emploi, développement économique, tranquillité publique, gestion urbaine de proximité, respect du droit commun, ...), à l'avenir de la politique de renouvellement urbain et sa pérennité.

Il permet donc de mettre en commun des bonnes pratiques, d'échanger sur les problématiques de chaque territoire et de bénéficier de retours d'expériences. Des expérimentations peuvent être mises en avant afin d'être reprises.

L'objectif est aussi une mise en commun d'intérêts, visant une position renforcée, afin de constituer un lieu d'interpellation des élus nationaux et des pouvoirs publics. Cela dans la perspective de réfléchir à l'approfondissement des politiques de rénovation urbaine en France et à la manière de faire perdurer l'investissement de l'État, des partenaires et des collectivités en matière de politique de rénovation urbaine pour l'avenir.

Ce Club est avant tout un lieu où les Maires et Présidents d'EPCI peuvent échanger directement de leurs difficultés, de leurs progrès et des solutions mises en œuvre. Il se veut également un outil permanent de dialogue avec les parlementaires, les institutions et les décideurs nationaux.

Le CMRU est une structure indépendante de l'ANRU, spécifiquement dédiée aux élus et leur permettant de conduire une réflexion concertée. Plus de 50 élus signataires d'une convention ANRU, forts de leur expérience de terrain, ont souhaité s'associer à cette interface d'échanges et de dialogues. Le club met en avant la diversité et la complémentarité des élus de tous bords politiques et toutes tailles de collectivités.

L'adhésion au CMRU permettra au Président de la Métropole de participer aux rencontres et travaux du Club mais également de bénéficier des éditions du journal du CMRU.

Le montant de l'adhésion annuelle s'élève à 1 204 € TTC et permet :

Rencontres et travaux du Club :

- Participation aux réunions de travail et aux rencontres-débat réservées aux membres du Club (autour d'experts ou d'acteurs privés notamment) ;
- Comptes rendus des réunions et rendez-vous du Club.

Éditions du Club :

- Présence et visibilité dans le Journal institutionnel du Club ;
- Abonnement et livraison de 15 exemplaires du journal du CMRU.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et des Présidents d'EPCI (CMRU), pour un montant annuel de 1 204 € TTC ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93031-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.